



OBSERVATOIRE RÉGIONAL MONTRÉALAIS
SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Regard sur l'industrie des services financiers à Montréal

Romain Paumier

Novembre 2015

Le présent document est accessible en ligne à l'adresse suivante :

<http://www.cirst.uqam.ca/a-propos/observatoires-chaires-et-partenaires/ormes/>

Les opinions qui y sont exprimées sont celles des auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement celles des partenaires du projet de l'Observatoire régional montréalais sur l'enseignement supérieur (ORMES) ni d'autres organismes qui auraient pu soutenir financièrement ou autrement la réalisation de ce projet.

La plupart des termes masculins désignant des fonctions ont ici valeur d'épicènes, ces fonctions pouvant être occupées par quelque personne que ce soit.



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la [Licence Creative Commons – Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 3.0 International France \(CC BY-NC-ND 3.0 FR\)](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/).

L'Observatoire régional montréalais sur l'enseignement supérieur (ORMES)

< <http://www.cirst.uqam.ca/a-propos/observatoires-chaire-et-partenaires/ormes/> >

Présentation du projet

Le présent document est le produit d'un projet de collaboration interordre, celui de l'Observatoire régional montréalais sur l'enseignement supérieur (ORMES), qui regroupe les collèges de Bois-de-Boulogne et du Vieux Montréal, l'Université de Montréal et l'Université du Québec à Montréal, grâce à un financement du Programme d'arrimage universités-collèges du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science (2013-2016). À ce projet interordre est étroitement arrimé un projet de collaboration entre les établissements montréalais de l'Université du Québec (UQ) qui vise à améliorer leur contribution au développement de la région de Montréal sur les plans culturel, social et économique. Ce projet est financé par le Fonds de développement académique du réseau (FODAR, 2013-2014) de l'UQ.

L'objectif ultime de cet effort de coopération entre collèges et universités est d'en arriver à la création et à la mise en œuvre d'un modèle de développement stratégique de l'enseignement supérieur sur le territoire montréalais. Ce modèle reposera sur l'identification et l'utilisation concertée d'indicateurs significatifs en matière d'accès à l'enseignement collégial et universitaire, de parcours d'études et d'insertion socioprofessionnelle.

L'utilisation d'un tel modèle permettra une meilleure articulation entre, d'une part, l'offre de formation collégiale et universitaire, et d'autre part, le développement culturel, économique et social de la région montréalaise. Cette question est examinée sous deux angles complémentaires : un angle analytique qui porte sur les moyens qui permettraient une articulation plus étroite; et un angle relationnel, qui porte sur la collaboration entre différents acteurs stratégiques de l'enseignement supérieur, des leaders des milieux culturels, économiques et sociaux ainsi que des responsables politiques. Cette complémentarité s'inscrit donc dans une démarche de mobilisation des connaissances et des acteurs.

Coordination du projet

Pierre CHENARD, conseiller spécial et professeur associé, Dép. d'administration et fondements de l'éducation, Fac. des sciences de l'éducation, Université de Montréal (UdeM)

Pierre DORAY, professeur, Dép. de sociologie, Université du Québec à Montréal (UQAM), et membre régulier du CIRST

Révision et édition des publications

Edmond-Louis DUSSAULT, coordonnateur de recherche, CIRST, UQAM-UdeM

Regard sur l'industrie des services financiers à Montréal

Résumé

À partir de la définition du secteur fournie par le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), le présent document esquisse un portrait de l'industrie montréalaise des services financiers au cours de la dernière décennie, en mettant l'accent sur les liens étroits qu'elle entretient avec les établissements d'enseignement supérieur et sur les enjeux qui concernent plus particulièrement le recrutement et la formation d'une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée. Trois enjeux ressortent de notre exercice d'analyse :

1. l'importance d'augmenter le nombre de personnes diplômées des programmes de deuxième cycle, particulièrement des programmes de maîtrise;
2. l'accueil et l'intégration des étudiants étrangers au marché de l'emploi québécois et montréalais du secteur de la finance et des assurances;
3. besoin de main-d'œuvre en technologies de l'information et des communications appliquées au domaine des services financiers.

Mots-clés : enseignement supérieur, finance, grappe industrielle, Montréal, services financiers

L'auteur

Romain PAUMIER est diplômé de l'Université Paris Descartes, doctorant en sociologie et chargé de cours en méthodes quantitatives et en méthodes de recherche à l'UQAM.

Remerciements

L'ORMES tient à remercier Franck Jovanovic, professeur de finance à l'Université de Leicester et membre associé du CIRST, pour sa lecture attentive et ses commentaires des plus utiles.

Table des matières

Liste des figures

Liste des tableaux

Introduction	1
1. Portrait et évolution du secteur	3
1.1 La place financière de Montréal d'un point de vue international	5
1.2 Perspectives sectorielles et projections du besoin de main-d'œuvre	7
2. Les différents acteurs du secteur de la finance	13
2.1 La grappe industrielle Finance Montréal	13
2.2 Bourses canadiennes et groupe TMX	15
2.3 Organismes de réglementation et institutions	15
3. Formation et éducation	17
3.1 Contexte actuel : deux grands enjeux	17
3.2 Les universités montréalaises	21
3.3 Partenariats entre universités et acteurs économiques	21
3.4 Organismes et dispositifs de recherche et de formation	23
Conclusion	24
Bibliographie	26
Articles de presse	26
Études et documents officiels	27
Annexes	30
A. Classification du secteur de la finance et des assurances hors organismes institutionnels (SCIAN 52)	30
B. Tableaux récapitulatifs des chaires, centres et instituts de recherche en finance à Montréal	31

Liste des figures

Figure 1	Indice de concentration géographique et part canadienne, liés au PIB, du groupe Finance et assurances (SCIAN 52), Québec, Ontario, Alberta et Colombie-Britannique, 2013.....	3
Figure 2	Évolution du PIB du groupe Finance et assurances (SCIAN 52), ensemble du Québec, RMR de Montréal et RMR de Québec, 2007-2012	4
Figure 3	Taux de croissance annuel moyen du PIB, secteur de la finance comparé à l'ensemble des industries et à l'industrie des services, 2000-2010	5
Figure 4	Niveau de l'emploi, SCIAN 52 et SCIAN 53 [531, 532 et 533], Québec, 2004-2014 (Niveau de 2004 = 100)	11

Liste des tableaux

Tableau 1	Classement des places financières d'Amérique du Nord, 2014	6
Tableau 2	Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur des services liés à la production, région de Montréal et ensemble du Québec, 2009-2014	8
Tableau 3	Emploi salarié de l'industrie des services financiers, ensemble du Québec, 2012-2014	9
Tableau 4	Emploi dans le secteur SCIAN 52, et les sous-secteurs 531, 532 et 533, ensemble du Québec, 2015	9
Tableau 5	Emploi dans le secteur SCIAN 52, agglomération de Montréal, RMR de Montréal, 2011	10
Tableau 6	Estimations des variations (%) du nombre d'emplois dessaisonnalisé au Québec à partir des données de l'Enquête sur la population active (EPA), 2001-2014	12
Tableau 7	Répartition de la main d'œuvre en fonction des champs d'activité, secteur de la finance, région de Montréal, 2012	13
Tableau 8	Pays d'origine des étudiants étrangers selon le champ d'études (finance ou autres), Canada et Québec, 2008-2009	19
Tableau 9	Synthèse des tendances du secteur et des impacts sur les besoins de main-d'œuvre en TIC, 2012	20

Introduction

Selon Statistique Canada, qui se base sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)¹, le secteur de la finance et des assurances (SCIAN 52)² comprend « les établissements dont l'activité principale consiste à effectuer des opérations financières (c'est-à-dire des opérations portant sur la création, la liquidation ou la cession d'actifs financiers) ou à en faciliter l'exécution »³. Voici donc la définition que donne le SCIAN⁴ des quatre sous-secteurs visés par les services financiers proprement dits :

522. Intermédiation financière et activités connexes. Ce sous-secteur comprend les établissements dont l'activité principale consiste à prêter des fonds recueillis sous la forme de dépôts, ou par émission de titres d'emprunt, et les établissements qui facilitent l'emprunt ou le crédit en faisant, par exemple, du courtage d'hypothèques et de prêts, en fournissant des services de compensation et de réserve, et en assurant l'encaissement des chèques.

523. Valeurs mobilières, contrats de marchandises et autres activités d'investissement financier connexes. Ce sous-secteur comprend les établissements dont l'activité principale consiste à risquer des capitaux de différentes façons en prenant à leur compte de façon ferme des émissions de titres ou en cherchant à placer des titres ou des fonds de contrats de marchandises; en servant d'intermédiaires entre acheteurs et vendeurs de titres; en assurant des services afférents aux bourses des valeurs mobilières et des marchandises (c.-à-d., en fournissant les locaux, les marchés et, souvent, les installations nécessaires à l'achat et à la vente d'actions, de bons de souscription à des actions, d'obligations ou de contrats de marchandises); en facilitant la commercialisation de contrats à caractère financier; en gérant l'actif (c.-à-d., en gérant des portefeuilles de titres); en conseillant les investisseurs et en fournissant des services de fiducie, de garde et autres.

524. Sociétés d'assurance et activités connexes. Ce sous-secteur comprend les établissements dont l'activité principale consiste à faire souscrire à des contrats d'assurance de rente et à d'autres formes de contrats d'assurance, à faire de la réassurance, à vendre de l'assurance à des détenteurs de police et à leur fournir des services connexes. Les classes sont définies en fonction du type de risque assuré (décès, perte d'emploi due à l'âge ou à une invalidité, dommages matériels). Les établissements qui mettent des risques en commun prélèvent des primes pour se constituer un portefeuille d'actifs financiers en prévision de sinistres ultérieurs. Les cotisations et les primes sont fixées sur la base d'une évaluation actuarielle des indemnités prévisibles d'après des tableaux des risques subis dans le passé, et en fonction du rendement que l'on attend des réserves placées.

¹ < <http://www.statcan.gc.ca/subjects-sujets/standard-norme/naics-scian/2012/index-indexe-fra.htm> >.

² < <https://www.ic.gc.ca/app/scr/sbms/sbb/cis/definition.html?code=52&lang=fra> >.

³ Statistique Canada, 2012, p. 369.

⁴ L'organisation détaillée des sous-secteurs est présentée à l'annexe A.

526. Fonds et autres instruments financiers. Ce sous-secteur comprend les fonds, fiducies et autres instruments financiers organisés pour administrer des actifs de portefeuille pour le compte de tiers, comme les détenteurs d'unités, les bénéficiaires de caisses de retraite et les investisseurs. Ces entités perçoivent des intérêts, des dividendes et d'autres revenus de biens, mais elles n'ont pas d'employés, ou n'en ont que très peu, et ne tirent aucun revenu de la vente de services⁵.

Il semble toutefois que Statistique Canada ne présente pas toutes les données de la même manière. Les données de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) présentent séparément les données du secteur 52 de celles des sous-secteurs 531, 532 et 533. Cependant, les données de l'Enquête sur la population active (EPA) amalgament les données des secteurs 52 et 53 (Services immobiliers et services de location et de location à bail)⁶.

Par ailleurs, les données sur l'industrie des services financiers présentées par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), aussi bien celles qui sont relatives à l'emploi (Prévost-Dallaire et coll., 2015a) qu'au PIB (Prévost-Dallaire et coll., 2015b), bien qu'elles proviennent de Statistique Canada, incluent deux sous-secteurs du secteur SCIAN 53 :

532 Services de location et de location à bail. Ce sous-secteur comprend les établissements dont l'activité principale consiste à louer ou à donner à bail à leurs clients des biens corporels tels que des automobiles, des ordinateurs, des biens de consommation et des machines et du matériel d'usage industriel en contrepartie de paiements périodiques.

533 Bailleurs de biens incorporels non financiers (sauf les œuvres protégées par le droit d'auteur). Ce sous-secteur comprend les établissements dont l'activité principale consiste à détenir de[s] biens incorporels non financiers tels que les brevets, les marques de commerce, les noms commerciaux et/ou les contrats de franchise, et à autoriser des tiers à utiliser ou reproduire ces actifs moyennant des frais.

Nous reviendrons sur la question des secteurs et sous-secteurs SCIAN à quelques occasions dans le présent document. Les données du secteur 52 et des sous-secteurs 532 et 533 ne sont pas toujours agglomérées par l'ISQ. Il arrive aussi que les données du sous-secteur 531 soient agglomérées à celles des sous-secteurs 532 et 533. Cependant, il semble que SCIAN 531 ne soit jamais aggloméré à SCIAN 52.

⁵ Statistique Canada, 2012, p. 371, 376, 380 et 386.

⁶ Statistique Canada, CANSIM, À propos de CANSIM : « CANSIM est la principale base de données socioéconomiques de Statistique Canada. Mise à jour quotidiennement, CANSIM offre un accès rapide et facile à une vaste gamme de statistiques les plus récentes et à jour disponibles au Canada » < <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/aoo?lang=fra&mode=aboutCansim> >.

1. Portrait et évolution du secteur

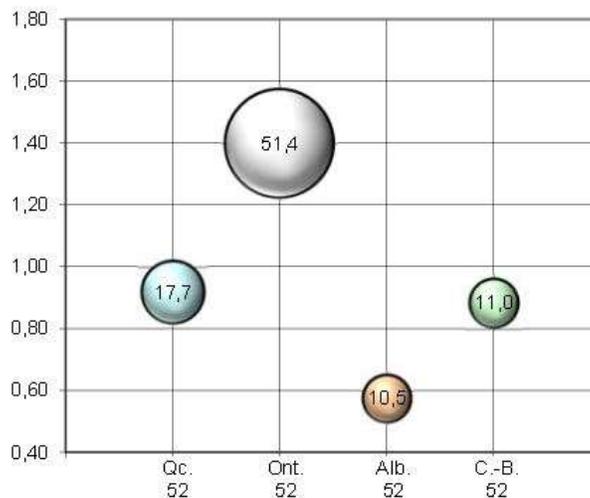
De manière générale, et en 2013 en particulier, la progression du PIB de l'industrie des services au Québec est plus faible que sur l'ensemble du Canada (1,6 % contre 2,0 %). Entre 2009 et 2013, la progression du PIB pour les industries de services financiers est également plus faible que dans l'ensemble du Canada (2,1 % contre 3,0 %)⁷.

Pour situer la part du Québec dans l'industrie canadienne des services financiers, on peut utiliser, comme l'Institut de la statistique de Québec, l'indice de concentration géographique (ICG), défini comme

le rapport entre la proportion de la valeur ajoutée canadienne d'une industrie attribuable à une province donnée et la proportion de l'ensemble de l'économie canadienne attribuable à cette même province. Si ce rapport est supérieur à 1, la contribution de cette province à cette industrie est proportionnellement plus intensive qu'elle ne l'est dans l'ensemble des autres provinces du Canada. De ce fait, lorsque l'indice de concentration d'une activité économique est supérieur à 1, celle-ci est désignée comme l'une des bases économiques de la province » (Prévost-Dallaire et coll., 2015b, p. 10).

La figure 1 ci-dessous présente une comparaison des quatre plus grandes provinces du Canada à cet égard.

Figure 1 – Indice de concentration géographique et part canadienne, liés au PIB du groupe Finance et assurances (SCIAN 52), Québec, Ontario, Alberta et Colombie-Britannique, 2013⁸



Source : Prévost-Dallaire et coll., 2015b

⁷ Prévost-Dallaire et coll., 2015b, p. 10.

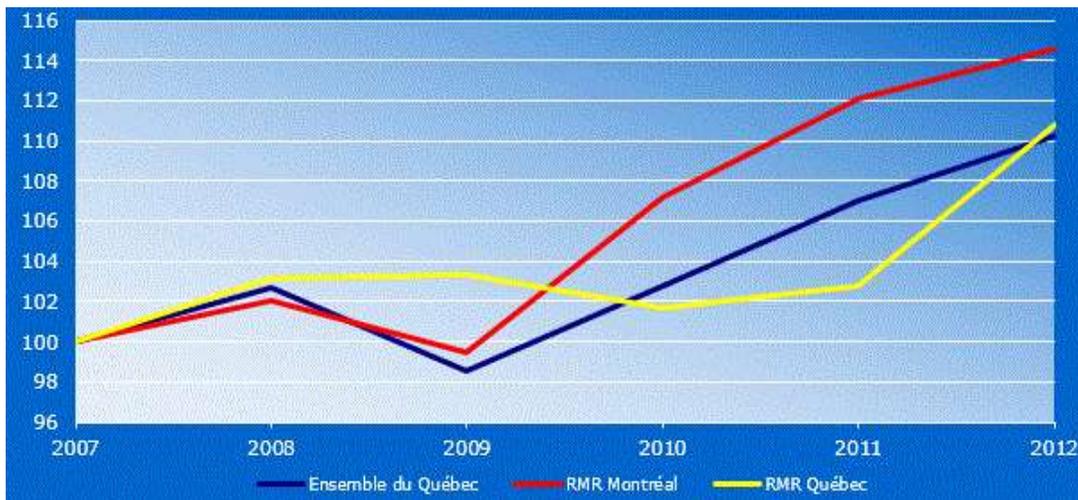
⁸ Figure reprise de Prévost-Dallaire et coll., 2015b, p. 16, figure 1.12.

L'indice de concentration géographique (ICG), mesuré sur l'échelle verticale, est indiqué par la position de la bulle de chacune des provinces : environ 0,9 pour le Québec (Qc.), 1,4 pour l'Ontario (Ont.), 0,9 pour la Colombie-Britannique (C.-B.) et 0,55 pour l'Alberta (Alb.). Le chiffre inscrit dans la bulle représente la part de chacune de ces provinces dans le PIB canadien lié au secteur de la finance et des assurances. On constate aisément que l'Ontario domine ce secteur avec plus de la moitié (51,4 %) de la valeur totale, suivie de loin par le Québec avec moins du cinquième (17,7 %).

L'industrie des services financiers au Québec constitue la deuxième place financière du Canada pour de la part du PIB canadien lié à ce secteur, derrière l'Ontario.

Au niveau provincial, c'est la Région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal qui montre la plus forte croissance du PIB du secteur Finance et assurances de 2009 à 2012. La figure 2 ci-dessous montre aussi très bien l'effet de la crise financière de 2008, particulièrement pour la RMR de Montréal et pour l'ensemble du Québec, à l'exception de la RMR de Québec (Capitale-Nationale), où le PIB du secteur n'a jamais baissé sous le niveau de 2007. Par contre, pour la RMR de Montréal, l'année 2008 s'est caractérisée par une diminution qui s'est arrêtée, au début de 2009, sous le niveau de référence de 2007.

Figure 2 – Évolution du PIB du groupe Finance et assurances (SCIAN 52), ensemble du Québec, RMR de Montréal et RMR de Québec, 2007-2012⁹

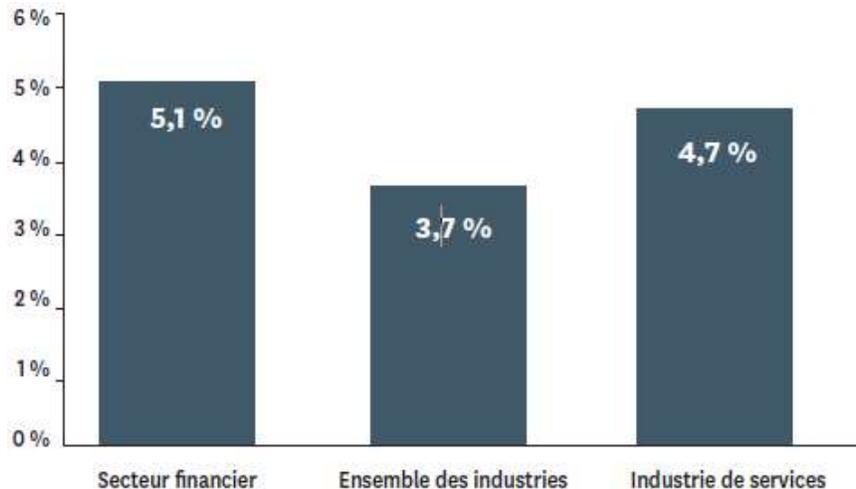


Source : Institut de la Statistique du Québec

Précédemment, entre 2000 et 2010, le secteur de la finance et des assurances est celui qui avait la plus forte croissance économique de l'ensemble des industries de services au Québec (Figure 3).

⁹Source : Institut de la Statistique du Québec < www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/secteur-financier/principaux-indicateurs/pib/pib_fin_ass_graph_2.htm >.

Figure 3 – Taux de croissance annuel moyen du PIB du secteur de la finance et des assurances comparé à l'ensemble des industries et à l'industrie des services au Québec, 2000-2010¹⁰



Source : Conseil emploi métropole

1.1 La place financière de Montréal d'un point de vue international

En mars 2015, Montréal se classait au 18^e rang du Global Financial Centres Index, derrière Vancouver et Toronto, restant par là même parmi les 20 plus grands centres financiers au monde (tableau 1)¹¹. Ce classement se fonde sur une série d'indicateurs de compétitivité regroupés en cinq catégories :

- 1) l'environnement d'affaires,
- 2) le développement du secteur financier,
- 3) les infrastructures,
- 4) le capital humain,
- 5) facteurs « réputationnels » et généraux¹².

La méthodologie utilisée pour établir ce classement repose essentiellement sur une compilation de données statistiques (sur plus de 100 « facteurs instrumentaux » et sur une enquête par questionnaire en ligne rempli par plus de 3 500 répondants)¹³.

En avancée constante ou presque ces dernières années, Montréal était au 30^e rang en mars 2008, et n'a, dans l'ensemble, que rarement connu de période de régression dans le classement depuis.

¹⁰ Conseil emploi métropole, 2013, p. 16, « compilation spéciale à partir des données de l'ISQ ».

¹¹ Yeandle, 2015, p. 5.

¹² Idem, p. 2. La liste des 20 facteurs se trouve à l'Annexe 3 (p. 42) de ce document.

¹³ Idem, p. 43. La méthodologie est décrite à l'Annexe 4, (p. 43-46).

Tableau 1 – Classement des places financières d'Amérique du Nord, 2014¹⁴

	GFCI 17 rank	GFCI 17 rating	GFCI 16 rating	GFCI 16 rating	Change in rank	Change in rating
New York	1	785	1	778	-	▲ 7
San Francisco	8	708	5	719	▼ 3	▼ 11
Chicago	9	707	12	702	▼ 3	▲ 5
Boston	10	706	9	705	▼ 1	▲ 1
Toronto	11	704	11	703	-	▲ 1
Washington DC	12	703	10	704	▼ 2	▼ 1
Vancouver	15	696	14	700	▼ 1	▼ 4
Montreal	18	693	18	693	-	-
Calgary	33	661	26	678	▼ 7	▼ 17

Source : Yeandle, 2015 *Global Financial Centres Index 17*

Montréal tire certainement parti, grâce à ses nombreux établissements d'enseignement supérieur et ses centres de recherche reconnus, de son réservoir de talents et de compétences. Selon l'analyse de Jean Houde, président du conseil d'administration de Finance Montréal, Montréal se distingue dans les domaines de la gestion de la retraite, du développement de services technologiques appliqués à la finance et des produits dérivés¹⁵. Autre force du secteur financier au Canada en général et à Montréal en particulier, la qualité des établissements de formation et la pertinence des politiques et réglementations financières¹⁶. Ces facteurs favorables sont précisément ceux qui sont comptabilisés par le Global Financial Centres Index.

Comme beaucoup d'autres secteurs d'activité, celui de la finance à Montréal tente clairement de mettre en place des stratégies de reconnaissance à l'international :

Il est aussi question pour la grappe de « branding » et de promotion du Montréal financier d'organiser des conférences internationales d'envergure pour attirer ici des sommités, se faire connaître et rayonner¹⁷.

Première catégorie de stratégie, la création d'événements internationaux. Par exemple, l'organisation du Forum Fin Tech Montréal, dont l'édition 2014 avait pour thème « L'innovation numérique : un formidable levier pour la Finance! »¹⁸, permet la mise en relation de deux secteurs complémentaires, la finance et les TIC, tout en étant une vitrine mondiale du dynamisme scientifique de Montréal (Cloutier, 2014).

¹⁴ Idem, p. 4.

¹⁵ Houde, 2014.

¹⁶ FMI, 2013; Conseil emploi métropole, 2013, p. 19.

¹⁷ Girard, 2009, p. 7.

¹⁸ < www.cvent.com/events/2014-montreal-fintech-forum/event-summary-3583c1e14f094c269adaf49a2fefef5.aspx?lang=fr >

Deux autres stratégies distinctes semblent définir les partenariats et protocoles d'ententes internationaux, dont les récentes négociations avec la Chine et le Maroc sont représentatives. La plateforme d'échange en yuan¹⁹, centrée sur le Québec pour les produits dérivés (spécialité de la bourse de Montréal depuis le rachat par le groupe TMX), semble principalement viser le développement de nouveaux produits financiers²⁰. À l'opposé, et s'il constitue un ancrage intéressant sur le sol africain, le protocole d'entente signé avec la Casablanca Finance City Authority (CFCA, Maroc)²¹ semble beaucoup plus axé sur l'économie des connaissances, par le biais du partage des expertises montréalaises en finance (produits dérivés, gestion des retraites, financement des projets d'infrastructures, gestion des risques financiers).

1.2 Perspectives sectorielles et projections du besoin de main-d'œuvre

En termes d'emplois pour l'ensemble du Québec, l'économiste régional principal de Service Canada présentait comme suit, en 2012, les perspectives sectorielles pour la période 2012-2014 :

La solidité du système financier canadien est reconnue par les experts. Toutefois depuis 2008, le peu de rendement des bourses, les débours nécessaires pour améliorer la tenue de certaines filiales et la faiblesse des placements en raison de taux d'intérêts planchers sur une très longue période ont créé un manque à gagner. Pour progresser, l'industrie cherche à dégager des bénéfices à partir d'autres sources, notamment en recherchant des gains de productivité [...] ce qui s'est traduit notamment par des coupes de personnel dans des centres administratifs. [...] En raison de cette dynamique multi segments, des gains de l'ordre de 2 000 postes sont attendus au cours des trois prochaines années dans l'ensemble de l'industrie. Le rythme devrait cependant gagner en vigueur à moyen terme et générer une plus grande croissance d'emplois.²²

Pour la même période, une comparaison sommaire des prévisions de croissance de l'emploi dans l'ensemble du Québec et dans la région de Montréal révèle des perspectives plus favorables dans cette dernière, même si les taux prévus sont modestes, par rapport aux autres secteurs des services, du fait de la crise financière mondiale récente, voire actuelle – à l'exception des services publics – et suivent grosso modo, quoique de façon plus accentuée, la tendance globale de l'écart entre le Québec et la région de Montréal, où la croissance prévue est plus forte (tableau 2).

¹⁹ Finance Montréal, 2014b; Vallières, 2014.

²⁰ Bérubé, 2015.

²¹ < www.finance-investissement.com/nouvelles/finance-montreal-coopere-avec-la-casablanca-finance-city-authority/a/59424 >

²² Laurendeau, 2012, p.35.

Tableau 2 – Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur des services liés à la production, région de Montréal et ensemble du Québec, 2009-2014²³

Industrie des services	Moyenne 2009-2011		Prévisions 2012-2014		
	Niveau (x 10 ³)	Part de l'emploi total (%)		Taux de croissance annuel moyen (%)	
		Régional ²⁴	Régional	Québec	Régional
Services à la production (total)	601,1	31,0	26,2	1,5	1,1
Services publics	17,0	0,9	0,9	0,4	0,2
Commerce de gros	94,7	4,9	3,9	1,4	1,2
Transport et entreposage	93,3	4,8	4,4	1,8	1,5
Finance, assurances, immobilier et location	130,1	6,7	5,9	0,7	0,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	189,6	9,8	7,5	2,0	1,5
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	76,3	3,9	2,0	1,5	1,0

Source : Jeanneau, 2012.

Des données plus récentes (tableau 3 ci-dessous) publiées par l'Institut de la statistique du Québec nous permettent de constater que la finance et les assurances (SCIAN 52), et l'immobilier et la location (SCIAN 53) comptaient, au deuxième trimestre de 2015, pour quelque 206 450 emplois dans l'ensemble du Québec, dont près des trois quarts (150 550) en finance et assurances (ISQ, 2015b). Pour l'ensemble du Québec, la croissance entre 2012 et 2015 aurait été inférieure aux prévisions figurant au tableau 2 ci-dessus, mais le secteur de la finance et des assurances aurait eu un rendement moins mauvais que les sous-secteurs de la location et de la location à bail (tableau 3).

²³ Jeanneau, 2012, p. 31. Source : Service Canada, Région du Québec, Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada.

²⁴ Dans ce tableau, le terme « régional » désigne la Région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal.

Tableau 3 – Emploi salarié de l'industrie des services financiers, de la location et de la location à bail, et des services immobiliers, ensemble du Québec, 2012-2014

		2012	2013	2014	2015 ^a
Finance et assurance (SCIAN 52)	n	150 983	150 672	149 886	150 551
	Δ %	—	- 0,2	- 0,5	0,4
Location et location à bail (SCIAN 532 et 533)	n	17 325	16 551	16 186	nd
	Δ %	—	- 4,5	- 2,2	nd
Services immobiliers et services de location et location à bail (SCIAN 53, i.e. 531, 532, 533)	n	nd	nd	nd	55 896
	Δ %	nd	nd	nd	nd
Total	n	168 308	167 223	166 072	206 447
	Δ %	—	- 0,6	- 0,7	nd

^a Deuxième trimestre (ISQ, 2015b)

Source : Prévost-Dallaire et coll., 2015a; ISQ, 2015b

Ces données nous permettent aussi d'estimer les parts relatives du secteur SCIAN 52 et des sous-secteurs SCIAN 532 et 533, par rapport au sous-secteur 531. En se basant sur les données de 2015, on peut supposer que l'emploi dans le sous-secteur 531 représentait approximativement 40 000 personnes, ce qui donne la répartition suivante :

Tableau 4 – Emploi dans le secteur SCIAN 52, et les sous-secteurs 531, 532 et 533, ensemble du Québec, 2015^a

	Finance et assurance (SCIAN 52)	Location et location à bail (SCIAN 532 et 533)	Services immobiliers (SCIAN 531)	TOTAL
n	150 551	16 000*	39 896*	206 447
%	73	8*	19*	100

^a Deuxième trimestre (ISQ, 2015b)

* estimation (± 5 %)

Des données portant exclusivement sur le secteur SCIAN 52, Finance et assurances, sont aussi disponibles dans une publication de la Ville de Montréal :

Tableau 5 – Emploi dans le secteur SCIAN 52, agglomération de Montréal, RMR de Montréal, 2011

	Montréal	
	Agglomération	RMR
n	71 435	91 525

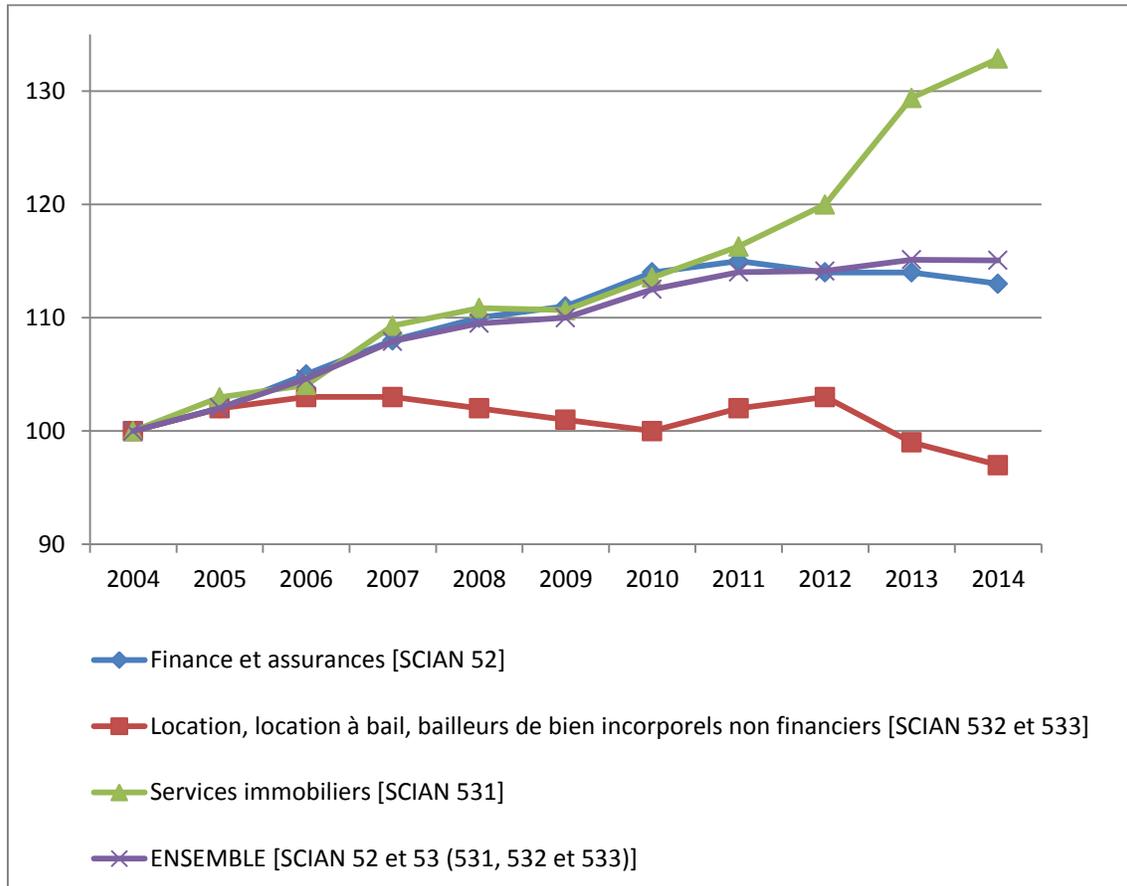
Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, compilation de Montréal en statistiques (2013), p. 10.

En comparant ces données à celles du tableau 2 ci-dessus, il nous est permis de conclure qu'en 2011 dans la RMR de Montréal, le secteur de la finance et des assurances (SCIAN 52) comptait pour environ 70 % de l'emploi des secteurs et sous-secteurs combinés de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location (SCIAN 52, 531, 532 et 533).

La figure 2 nous montrait l'évolution du PIB du secteur SCIAN 52 entre 2007 et 2012 pour l'ensemble du Québec, la RMR de Montréal et la RMR de Québec. Grosso modo, le PIB de ce secteur, dans l'ensemble du Québec et dans la RMR de Montréal, a crû en 2007, décré en 2008 et s'est remis à croître en 2009, pour atteindre en 2012 un niveau très supérieur à celui de 2007.

Des données tirées de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) de Statistique Canada nous permettent de voir que, pour l'ensemble du Québec, les effets de la crise financière de 2008 n'ont pas été les mêmes pour le secteur 52 (Finance et assurances) et pour les sous-secteurs 532 et 533. La figure 4 ci-dessous présente l'évolution de l'emploi dans le secteur SCIAN 52 et dans les sous-secteurs SCIAN 53 [532 et 533, ainsi que 531]. Comme on peut le constater, la courbe des deux secteurs confondus (ENSEMBLE) colle presque parfaitement à celle du secteur 52, qui est prépondérant (tableau 3 ci-dessus).

Figure 4 - Niveau de l'emploi, SCIAN 52 et SCIAN 53 [531, 532 et 533],
Québec, 2004-2014 (Niveau de 2004 = 100)



Source : CANSIM, Tableau 281-0024, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH)

À partir des données de l'Enquête sur la population active (EPA) accessibles via le système CANSIM (tableau 6 ci-dessous), on peut confirmer une croissance quasi nulle de l'emploi des secteurs SCIAN 52 et 53 en 2011 (+0,1%), et une baisse réelle en 2012 (-1,4%). Une sensible reprise de l'emploi aurait suivi en 2013 (+1,7%), mais similaire aux variations du marché de l'emploi dans l'ensemble des secteurs d'activité au Québec. Ainsi en termes d'emploi, et s'il y a eu un pic très net entre 2004 et 2008, le secteur de la finance reste généralement en dessous de la moyenne des autres secteurs d'activité du Québec pour les années suivantes. Par contre, les données de l'EERH (figure 4 ci-dessus) montrent que l'emploi dans le secteur de la finance et des assurances, à l'échelle du Québec, a crû sans interruption jusqu'en 2011 et décré légèrement de 2011 à 2014. Ce sont les sous-secteurs SCIAN 532 et 533 qui semblent avoir le plus souffert de la crise financière de 2008. Le sous-secteur des services immobiliers (SCIAN 531).

Comme le rappelait le ministère des Finances du Québec dans son plan budgétaire 2008-2009, « contrairement aux États-Unis, l'économie canadienne n'est ni aux prises avec un secteur immobilier en difficulté, ni avec des pertes de valeur des propriétés qui pourraient contraindre la

consommation»²⁵. Dans son plan de l'année suivante, le Ministère affirme que « le recul de l'investissement résidentiel sera atténué par les crédits d'impôt sur les dépenses en rénovation offerts par le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral »²⁶.

Tableau 6 – Estimations en des variations (%) du nombre d'emplois dessaisonnalisé au Québec à partir des données de l'Enquête sur la population active (EPA), 2001-2014²⁷

	Emploi total (toutes les industries)	Secteur des services	Finance, assurances, immobilier et location
2001	1,2	1,9	2,0
2002	2,3	2,2	2,4
2003	2,4	2,8	2,0
2004	1,7	1,7	4,1
2005	1,3	1,6	3,3
2006	1,7	2,5	4,6
2007	2,3	3,0	1,6
2008	1,4	1,8	1,5
2009	-1,6	-0,1	0,6
2010	1,4	1,8	0,6
2011	1,5	1,3	0,1
2012	1,3	1,1	-1,4
2013	1,4	1,6	1,7
2014	0,6	0,9	0,5

Cette augmentation sensible mais temporaire du nombre d'emplois entre 2004 et 2008 serait due à une transformation interne des besoins du secteur en main-d'œuvre. Plus précisément, selon le Conseil emploi métropole, ce serait des changements dans les exigences réglementaires qui auraient eu « un effet sur la main-d'œuvre en créant de la demande pour des compétences en solutions informatiques, mais aussi sur l'organisation du travail dans les entreprises et sur la formation des employés à l'interne »²⁸, notamment en ce qui concerne les NTIC. Ce constat est toujours d'actualité, les deux principales professions recherchées étant les analystes et consultants en informatique, et les

²⁵ Ministère des Finances, 2008, p. B. 13.

²⁶ Ministère des Finances, 2009, p. B.25.

²⁷ Tableau construit à partir du CANSIM de Statistique Canada, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) < www5.statcan.gc.ca/cansim/a01?lang=fra&p2=1 >.

²⁸ Conseil emploi métropole, 2013, p. 20.

programmeurs et développeurs en média interactifs²⁹. Des trois sous-secteurs composant le secteur de la finance à Montréal (hors institutions de régulation et fonds de dépôts), le plus important en termes de main-d'œuvre est celui des banques (tableau 7).

Tableau 7 – Répartition de la main d'œuvre en fonction des champs d'activité, secteur de la finance, région de Montréal, 2012³⁰

Banques et intermédiaires financiers	Assurances et activités connexes	Valeurs mobilières
54 % des employés	31 % des employés	15 % des employés
400 entreprises	900 entreprises	1 500 entreprises
Près de 50 000 emplois	Près de 30 000 emplois	Près de 15 000 emplois

Source : Conseil emploi métropole

2. Les différents acteurs du secteur de la finance

2.1 La grappe industrielle *Finance Montréal*

La Communauté métropolitaine de Montréal reprend la définition classique du terme « grappe industrielle » fournie par Michael Porter :

Les grappes industrielles sont des concentrations géographiques d'entreprises et d'institutions interreliées dans un domaine particulier. Les grappes couvrent un ensemble d'industries liées et d'autres entités importantes pour la compétitivité. Elles comprennent, par exemple, des fournisseurs de produits spécialisés comme des composantes, de la machinerie, des services et des fournisseurs d'infrastructures spécialisées. Les grappes vont au-delà des canaux de distribution et des consommateurs; elles s'étendent latéralement à des fabricants de produits complémentaires et à des entreprises liées par les compétences, la technologie ou des intrants communs. Enfin, plusieurs grappes comprennent des institutions gouvernementales ou autres, telles que les universités, les agences, les instituts de formation et les associations d'affaires.³¹

Dans le cas de Montréal, le secteur de la finance est structuré par et autour d'une grappe industrielle des services financiers, *Finance Montréal*. Créée en 2010, elle regroupe les principaux acteurs du secteur et tente, par une approche inclusive, une mise en commun des expertises. La participation à la grappe est volontaire et ouverte à l'ensemble des entreprises du secteur, mais compte aussi en son sein des représentants d'organismes publics (Autorité des marchés financiers,

²⁹ Conseil emploi métropole, 2014, p.12.

³⁰ Conseil emploi métropole, 2013, p. 18-19.

³¹ Communauté métropolitaine de Montréal, 2009, p. 5. Cette définition provient de Porter, 1998, p. 78.

Caisse de dépôt et placement, Communauté métropolitaine de Montréal, Ville de Montréal) et des facultés ou écoles de gestion de la métropole (et même de l'Université de Sherbrooke, présente à Longueuil)³². Selon ses propres mots, Finance Montréal a pour objectifs « de susciter des initiatives et un contexte d'affaires qui visent à renforcer un secteur financier déjà considérable et diversifié, à déployer de nouvelles activités – notamment à forte valeur ajoutée – et à encourager la création de nouvelles entreprises et l'installation de sociétés d'envergure internationale au Québec »³³.

De manière générale, l'action de la grappe repose sur l'exploitation des forces de Montréal et une volonté d'innovation et d'optimisation qui accordent une large place à la R et D et aux processus, notamment universitaires, de formation d'une main-d'œuvre qualifiée. De plus, les axes d'action visant la pérennité du secteur sont à la fois économiques, notamment par le soutien aux entreprises donné par le Centre Financier International de Montréal (CFI-M)³⁴; politiques, dans la collaboration et l'engagement des organismes gouvernementaux et des organismes de régulation; et sociaux, par la volonté claire de créer des partenariats avec les universités. Ces différents axes s'incarnent en six chantiers³⁵ pensés afin de favoriser le rayonnement national et international de Montréal dans ce secteur, et de faciliter la collaboration et la concertation entre tous les acteurs concernés. Nous présentons ci-dessous une brève description de ces six chantiers.

Chantier retraite (dirigé par le président et chef de la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec). En prévision d'un accroissement des actifs sous gestion des fonds de pension, ce chantier vise le « leadership du Québec dans le domaine de la gestion de la retraite ». Pour cela, Finance Montréal prévoit un plan d'action qui développerait de nouvelles niches de marché, et une place croissante laissée à l'offre de service-conseil.

Chantier produits dérivés (dirigé par le président et chef de la direction de la Bourse de Montréal). Ce chantier vise l'augmentation du « volume d'échanges négociés à Montréal et la création de nouveaux produits ». Il cherche également une meilleure gestion des risques par une collaboration avec les organismes de régulation.

Chantier finance et technologie (dirigé par le président et chef de la direction de la Banque Nationale du Canada). Afin de prendre en compte les évolutions technologiques et l'importance de l'informatique dans le secteur de la finance, ce chantier cherche à « faire de Montréal un centre de développements de logiciels financiers en attirant des entreprises qui produisent ce type de logiciel ». La création du Forum annuel FinTech de Montréal, ayant pour but la mise en relation des secteurs de la finance et des technologies de l'information et la découverte « de nouveaux talents », va dans ce sens.

Chantier infrastructures (dirigé par le vice-président principal d'Aérospatiale construction, services et transport du Fonds de Solidarité FTQ). Ce chantier regroupe divers intervenants du milieu

³² Finance Montréal, Gouvernance < <http://www.finance-montreal.com/fr/a-propos/gouvernance/conseil-des-gouverneurs> >.

³³ « Finance Montréal, la grappe financière du Québec » < www.finance-montreal.com/sites/default/files/publications/houde.pdf >.

³⁴ « À propos du CFI » < <http://www.finance-montreal.com/fr/mesure-cfi/a-propos-du-cfi> >.

³⁵ « Six chantiers de Finance Montréal » < <http://www.finance-montreal.com/fr/montreal-place-financiere/six-chantiers-de-finance-montreal> >.

des infrastructures : ingénieurs, constructeurs, gestionnaires et financiers. Le but premier du chantier est de « positionner Montréal à l'échelle mondiale en tant que leader de la conception, la réalisation, la gestion et le financement des projets d'infrastructures » dans un contexte où « la demande pour le financement privé de projets d'infrastructures est en forte croissance à travers le monde ».

Chantier ressources humaines (dirigé par la présidente et chef de la direction du Mouvement des caisses Desjardins). La grappe Finance Montréal accorde une place très importante aux ressources humaines, tant par la formation de la main-d'œuvre (ce qui inclut la planification des besoins, la mise en place de stages structurés et la collaboration avec des institutions pédagogiques) qu'en essayant « d'attirer et retenir les talents locaux et accompagner les professionnels expatriés dans leur démarche de retour au Québec ».

Chantier entrepreneuriat (dirigé par le président et chef de placements d'Hexavest, firme de gestion de portefeuilles institutionnels). Ce chantier cherche à soutenir et conseiller de nouvelles entreprises financières, en favorisant des activités de réseautage, la mise en contact pour de potentiels partenariats et l'aide à la certification des firmes.

2.2 Bourses canadiennes et groupe TMX

À la suite de la réorganisation, en 1999, de l'ensemble des marchés financiers du Canada, la Bourse de Montréal s'est spécialisée dans les produits dérivés³⁶. Depuis 2007, elle fait partie du groupe TMX, issu de la fusion de la Bourse de Montréal inc. et du groupe TSX (Toronto Stock Exchange).

Organisme à but lucratif, le groupe TMX participe significativement au rayonnement de Montréal dans le domaine des produits dérivés. À titre d'exemple, le groupe fournit au London Stock Exchange, depuis 2009, la plateforme SOLA^{MD}, une technologie de négociation de produits dérivés mise au point par la Bourse de Montréal.

2.3 Organismes de réglementation et institutions

Ministère des Finances du Québec. Le secteur du Ministère chargé des politiques fédérales-provinciales et du financement, de la gestion de la dette et des opérations financières a bien entendu pour mission première de conseiller le gouvernement en matière d'opérations financières et de permettre la réalisation des transactions concernées. Il a par ailleurs la tâche de gérer les obligations du gouvernement et ses activités bancaires et financières, mais également de « commercialiser, par le biais d'Épargne Placements Québec, [ses] produits d'épargne »³⁷.

Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), un organisme indépendant du gouvernement du Canada, réglemente et surveille « les banques, sociétés d'assurances, sociétés de fiducie et de prêt, associations

³⁶ Groupe TSX, « Faits historiques » < https://www.m-x.ca/qui_histo_fr.php >.

³⁷ « Mission et mandats sectoriels », site internet du Ministère des Finances du Québec < <http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/page.asp?sectn=2&contn=86> >.

coopératives de crédit et sociétés de secours mutuel constituées sous le régime d'une loi fédérale »³⁸. Il a été institué en 1987, regroupant les précédents organismes de réglementation qu'étaient le ministère des Assurances et le Bureau de l'Inspecteur général des banques. Le BSIF transmet aux institutions son évaluation du profil de risque global par la cote de risque composite (CRC). Le BSIF ne s'occupe pas des valeurs mobilières.

Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM). Regroupant depuis 2008 les organismes de niveau national sans but lucratif qu'étaient l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières (ACCOVAM) et les Services de réglementation du marché inc. (SRM), l'OCRCVM a un double mandat de réglementation et de surveillance de la « compétence [des] activités et [de] la conduite financière des sociétés membres et de leurs employés inscrits »³⁹. L'OCRCVM a ainsi pour rôle de s'assurer à la fois de l'activité de l'ensemble des courtiers en placement, et de l'ensemble des opérations effectuées au Canada sur les valeurs mobilières.

Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM). Regroupement de l'ensemble des autorités canadiennes en valeurs mobilières, les ACVM sont un groupe informel visant à harmoniser la réglementation des marchés des capitaux. Leur plan d'affaire pour la période 2013-2016 se donne notamment comme priorités la protection des investisseurs individuels, la réglementation des marchés et la protection des actionnaires⁴⁰.

Caisse de dépôt et placement du Québec. Instituée par une loi de l'Assemblée nationale du Québec en 1965, la Caisse de dépôt et placement du Québec s'occupe notamment de la gestion du Régime de rentes du Québec⁴¹. Sa mission est double : faire fructifier les fonds de ses déposants et contribuer à la prospérité économique du Québec. C'est l'un des plus importants gestionnaires de fonds en Amérique du Nord, parmi les 10 plus grands gestionnaires d'actifs immobiliers au monde⁴².

Autorité des marchés financiers. Institué en 2002, connu sous le nom d'Autorité des marchés financiers depuis 2004, cet organisme « a pour mission d'appliquer les lois relatives à l'encadrement du secteur financier, notamment dans les domaines des assurances, des valeurs mobilières, des institutions de dépôt – sauf les banques – et de la distribution de produits et services financiers »⁴³. Son activité s'organise autour de quatre secteurs d'activités, que sont l'assistance à la clientèle et l'indemnisation, les assurances et institutions de dépôt, la distribution de produits et de services financiers, et le bon fonctionnement des marchés des valeurs mobilières.

³⁸ Historique du BSIF < <http://www.osfi-bsif.gc.ca/fra/osfi-bsif/pages/hst.aspx> >.

³⁹ < <http://www.ocrcvm.ca/about/ourroleandmandate/Pages/default.aspx> >

⁴⁰ < <http://ccma-acmc.ca/fr/aboutus/index.html> >

⁴¹ Le Régime de rentes du Québec « est un régime d'assurance public et obligatoire [qui] offre aux personnes qui travaillent ou qui ont déjà travaillé au Québec, ainsi qu'à leurs proches, une protection financière de base lors de la retraite, du décès ou en cas d'invalidité » < http://www.rrq.gouv.qc.ca/fr/programmes/regime_rentes/Pages/regime_rentes.aspx >.

⁴² < <http://www.lacaisse.com/fr/a-propos/profil> >

⁴³ « Mission de l'Autorité des marchés financiers », < <https://www.lautorite.qc.ca/fr/mission-fr-corporo.html> >.

Par ailleurs, il existe une multitude d'autres acteurs et organismes participant de près ou de loin au secteur de la finance à Montréal. À un niveau institutionnel plus indirect, le Barreau du Québec, Investissement Québec et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain contribuent grandement à définir l'environnement d'affaires de Montréal, une de ses caractéristiques réputées et mises en évidence dans le calcul des classements des différentes places financières mondiales. D'autres organismes, comme Question Retraite, ont plutôt un rôle d'information et de sensibilisation plus général. Difficile également de ne pas mentionner les réseaux professionnels influents dans le secteur. Parmi ceux-ci, Réseau Capital et Anges Québec, ou encore les différentes associations comme l'Association des banquiers canadiens, l'Association canadienne des marchés des capitaux, l'Association des femmes en finance du Québec, l'Association des MBA du Québec, ou encore l'Association CFA Montréal et l'Association des jeunes Canadiens en Finance.

3. Formation et éducation

3.1 Contexte actuel : trois grands enjeux

En croissance constante du nombre d'étudiants inscrits depuis 2001, les effectifs universitaires dans le domaine de la finance représentent aujourd'hui environ 12 % des inscrits en administration dans les universités québécoises, selon le *Rapport de l'effectif étudiant* du MELS (2012). Si l'accès à une main-d'œuvre qualifiée compte parmi les premiers critères de classement du Global Finance Centre Index, la grappe Finance Montréal et le secteur financier montréalais dans son ensemble en ont également fait une de leurs priorités, par le biais du Chantier ressources humaines, mais aussi par de multiples investissements et accords conclus entre le secteur et les acteurs pédagogiques.

Le **premier enjeu**⁴⁴ est celui de la qualification de la main-d'œuvre, et du niveau de diplomation moyen des étudiants en finance et disciplines connexes. De manière générale, l'essentiel des cohortes d'étudiants en finance – plus de 75 % des inscrits – se concentre dans des cursus de premier cycle : « le baccalauréat en finance [demeure] ainsi de loin la voie principale de formation en finance »⁴⁵, avec près de 60 % des inscriptions; les certificats de premier cycle, pour leur part, comptent un peu plus de 15 % des étudiants du secteur. Ces étudiants n'ont en général pas de problème d'intégration au marché de l'emploi, mais les évolutions relativement récentes du secteur nécessitent une main-d'œuvre qualifiée possédant des compétences plutôt associées à des cursus de deuxième cycle (analyse et modélisation en finance)⁴⁶. Ainsi, si la qualification de la main-d'œuvre

⁴⁴ Cette section prend appui sur trois rapports incontournables sur ces questions, le *Rapport de l'effectif étudiant* du MELS (2012), le *Portrait de la population étudiant dans les programmes d'études universitaires en finance au Québec* du Service de planification académique et de recherche institutionnelle de l'UQAM (Bourret, 2012), et le *Diagnostic des besoins en ressources humaines des technologies de l'information et des communications appliquées au secteur financier* (Corbeil, 2012); ces deux derniers documents ayant été réalisés à la demande du Chantier ressources humaines de la grappe Finance Montréal.

⁴⁵ Bourret, 2012, p. 3.

⁴⁶ *Idem*, p. 31.

issue des formations offertes par les universités québécoises est loin d'être remise en cause – bien au contraire –, il y aurait néanmoins un manque de diplômés des programmes de deuxième cycle qui viendraient combler les besoins en analyse et modélisation, et en technologies de l'information.

Ce constat général est clairement énoncé par les acteurs du secteur. En janvier 2014, le directeur général de la grappe Finance Montréal et du CFI-M revenait, pour le journal *Les Affaires*, sur l'un des objectifs du Centre d'Excellence en Finance de Montréal, à savoir « influencer le bagage académique et technique des étudiants, et ce, en les incitant, par exemple, à demeurer une année de plus sur les bancs d'école afin de se perfectionner en informatique »⁴⁷. C'est aussi l'un des principaux points relevés par le rapport de l'UQAM (Bourret, 2012), proposant de fait la mise en place de stratégies de recrutement et de création de programmes universitaires, en privilégiant « la création de programmes spécialisés de cycles supérieurs, et ce, tout autant dans les maîtrises menant à l'obtention d'un grade que dans la formation courte menant à une attestation ou à un diplôme (microprogrammes, programmes courts et DESS) »⁴⁸. Les récentes évolutions des besoins en main-d'œuvre du secteur de la finance nécessiteraient donc une « expansion de l'offre » de formation de deuxième cycle en finance, aussi bien en formation initiale que continue.

Le **second enjeu** concerne l'intégration des étudiants étrangers au marché de l'emploi financier québécois et montréalais. D'une importance non négligeable, la proportion des étudiants étrangers dans les programmes en finance, représente 15 % des cohortes dans ce secteur contre 7,6 % pour les autres domaines disciplinaires⁴⁹, et ce, tant au Québec qu'ailleurs au Canada⁵⁰. Une observation qui s'applique également si l'on tient compte des étudiants résidents permanents (tableau 8).

⁴⁷ Normand, 2014.

⁴⁸ Bourret, 2012, p. i.

⁴⁹ MELS, 2012.

⁵⁰ Au Québec, cette proportion a doublé depuis 2001.

Tableau 8 – Pays d'origine des étudiants étrangers selon le champ d'études (finance ou autres), Canada et Québec, 2008-2009⁵¹

CANADA			QUÉBEC		
Pays de citoyenneté	Champs d'études		Pays de citoyenneté	Champs d'études	
	Finance + Finance élargie	Tous les champs d'études		Finance + Finance élargie	Tous les champs d'études
Chine	41,0%	23,5%	France	32,4%	26,5%
France	6,8%	7,1%	Maroc	8,0%	4,9%
Corée du Sud	3,7%	4,2%	Chine	7,2%	6,3%
Inde	3,4%	4,1%	Sénégal	4,8%	2,9%
Taiwan	3,2%	1,8%	Tunisie	4,5%	3,4%
Hong-Kong	2,8%	1,9%	États-Unis	4,4%	13,3%
États-Unis	2,5%	9,1%	Côte d'Ivoire	3,2%	1,6%
Pakistan	2,2%	1,8%	Cameroun	2,7%	1,9%
Iran	1,2%	3,0%	Autres	32,8%	39,3%
Arabie saoudite	1,0%	1,9%			
Autres	32,3%	41,5%			
Total	21 765	74 697	Total	4 224	18 474

Source : Bourret, 2012

Le **troisième enjeu**, exprimé notamment par l'organisation de la FinTech à l'automne 2014, est le besoin de main-d'œuvre en TIC (tableau 9). Le rapport de TECHNOCompétences⁵², commandité par Finance Montréal et intitulé *Diagnostic des besoins en ressources humaines des technologies de l'information et des communications appliquées au secteur financier* (Corbeil, 2012), résume les évolutions dans les besoins de main-d'œuvre :

La faible augmentation de la demande de main-d'œuvre observée dans chacune des organisations participantes nous pousse à croire qu'il n'y aura pas d'écart quantitatif important entre les besoins de main-d'œuvre qualifiée de l'industrie et l'offre disponible sur le marché québécois. Cependant, la diminution importante du nombre d'inscriptions dans les programmes d'étude en sciences et en technologies demeure un phénomène préoccupant pour le secteur. Si l'apport de ressources qualifiées diminue à l'entrée du marché du travail, il est à prévoir un effet domino sur la disponibilité éventuelle de ressources qualifiées.⁵³

⁵¹ Bourret, 2012, p. 8, à partir des données du Système d'information sur les études postsecondaires (SIEP) de Statistique Canada.

⁵² TECHNOCompétences est le Comité sectoriel de main-d'œuvre en technologies de l'information et des communications.

⁵³ Corbeil, 2012, p. 55.

**Tableau 9 – Synthèse des tendances du secteur et des impacts
sur les besoins de main-d'œuvre en TIC, 2012**

Dimensions	Tendances	Impacts sur les besoins de la main-d'œuvre en TIC
Économique	<ul style="list-style-type: none"> • Pression économique accentuée suite à la crise économique de 2008 et investissement en TIC. • Exigences réglementaires grandissantes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pression importante sur l'efficacité et la productivité. • Nécessité d'obtenir une main-d'œuvre compétente et efficace dès l'embauche. • Peu de temps disponible pour le développement des compétences internes. • Augmentation de l'importance des compétences d'intégrateur afin d'intégrer efficacement les diverses solutions développées à l'externe. • Importance de maintenir à jour les connaissances sur la réglementation.
Technologique	<ul style="list-style-type: none"> • Expansion des technologies Web. • Croissance de la technologie mobile. • Infonuagique et virtualisation. • Croissance des données massives et les besoins grandissants de l'intelligence d'affaires. • Enjeu de la sécurité des données. 	<ul style="list-style-type: none"> • Spécialisation des expertises demandées. • Augmentation de l'importance des connaissances sur le domaine d'affaires. • Augmentation de l'importance d'habiletés telles que la capacité d'adaptation et des aptitudes pour le rôle-conseil. • Augmentation de l'importance des compétences d'intégrateur. • Augmentation du niveau de complexité face aux capacités d'analyse.
Socio-démographique	<ul style="list-style-type: none"> • Nombreux départs à la retraite des baby-boomers. • Adoption rapide des nouvelles technologies par la génération numérique. • Croissance du nombre d'immigrants. • Utilisation accrue de la technologie : la population canadienne se porte réceptive aux avancements technologiques. • Préoccupations pour la sécurité [qui] influencent le choix de services. 	<ul style="list-style-type: none"> • Accélération des départs à la retraite. • Importance de la planification du transfert des connaissances et du développement des compétences internes. • Nécessité d'avoir des employés qui possèdent une bonne connaissance du domaine d'affaires dans lequel ils évoluent et qui sont en mesure de jouer un rôle-conseil auprès de la clientèle.

Source : Corbeil, 2012, p. 10

3.2 Les universités montréalaises

Loin d'être simplement des concurrents, les établissements universitaires montréalais sont réputés pour leurs efforts de collaboration – qu'on pense au doctorat conjoint en administration –, pour la qualité globale de leurs programmes d'études, de même que pour leurs différentes expertises propres. L'École de gestion John-Molson de l'Université de Concordia est spécialisée dans les mathématiques actuarielles et la gestion des portefeuilles. Elle possède également une salle des marchés (*Formula Growth Investment Room*). HEC Montréal est reconnue pour ses diplômes en gestion de patrimoine, développement durable, et en commerce électronique. La Faculté de gestion Desautels de McGill se concentre, notamment grâce au centre de recherche Desmarais Global Finance Centre, sur les marchés financiers internationaux, la gestion des risques, l'évaluation du prix des actifs et le financement d'entreprise. Enfin, l'École des sciences de la gestion (ESG) de l'UQAM est réputée pour son expertise en services financiers, en gestion des produits dérivés et en développement d'instruments financiers⁵⁴.

3.3 Partenariats entre universités et acteurs économiques

Toutes les universités québécoises ont développé des partenariats avec des acteurs du secteur de la finance. Ces partenariats sont de trois types différents : des partenariats globaux, entre secteur de la finance et secteur de l'éducation; des partenariats sous forme de subventions, dons, ou offres promotionnelles des banques à l'intention des universités et de leurs étudiants; et enfin des partenariats plus ciblés avec les facultés de gestion et les programmes de formation. Le partenariat entre ces acteurs comprend, dans sa plus simple expression, la présence des acteurs éducatifs au sein de la grappe Finance Montréal, avec le statut de membres associés, voire de membre du conseil d'administration pour le doyen de l'École de Gestion John-Molson de l'Université Concordia.

Bourses d'études et aide à l'insertion des nouveaux diplômés. L'un des chantiers de Finance Montréal s'est illustré, « suite aux efforts concertés de l'industrie financière et des principales universités québécoises »⁵⁵, avec la création d'une plateforme de stage interactive visant à faciliter l'insertion professionnelle des diplômés⁵⁶. Le but de cette plateforme est bien entendu d'aider à l'intégration des diplômés, futurs ou récents.

Sur ce plan, l'intégration en emploi des diplômés d'origine étrangère – étudiants internationaux ou immigrants récents – est bien l'un des enjeux identifiés par le rapport de la planification stratégique de l'UQAM, tout comme par le rapport publié par le CIRANO⁵⁷. L'intégration sur le marché de l'emploi de ces étudiants et étudiantes doit en effet être pensée et structurée par une concertation entre les différents acteurs politiques (facilité d'obtention de visa et de permis de séjour

⁵⁴ Centre Financier International de Montréal, 2007, p. 18-20.

⁵⁵ Finance Montréal, 2014a, p. 2.

⁵⁶ < <http://www.finance-montreal.com/fr/carrefour-rh/plateforme-de-stage> >

⁵⁷ Chatel-De Repentigny et coll., 2011.

pour les nouveaux ou futurs diplômés du Québec), universitaires (reconnaissance des diplômes, octroi de bourses et soutien financier) et économiques (facilitation de leur entrée dans le secteur professionnel québécois).

En termes d'octrois et de participation à des bourses d'études, la Fondation UQAM a pu, en 2011, verser 747 000 \$ en bourses d'excellence grâce à ses grands donateurs, dont le groupe financier TD fait partie⁵⁸. De son côté, l'Université McGill et sa Faculté de gestion Desautels sont notamment soutenues par la Banque Nationale Groupe financier : « Banque Nationale Groupe financier versera [de 2011 à 2020] une contribution d'un million de dollars sur huit ans à la Faculté de gestion Desautels de l'Université McGill pour soutenir l'entrepreneuriat [sic], mais également pour l'octroi de bourses doctorales ainsi que la recherche et l'enseignement dans le domaine de la finance »⁵⁹.

Vers une plus grande concertation dans l'élaboration des programmes d'études? À l'automne 2014, l'ESG (UQAM) s'est vue dotée d'une salle des marchés simulant l'environnement réel des activités de marché. Son intérêt est double : 1) permettre aux étudiants une pratique plus proche des conditions réelles (permettant par là même l'instauration d'un nouveau cours « Négociation et arbitrage simulés en salle des marchés »); et 2) faciliter les projets de recherche appliquée, chacun de ces aspects étant, selon les propos de l'ESG, adaptés pour répondre aux besoins de l'industrie. L'acquisition de cette salle par l'UQAM a été rendue possible par un investissement de la Caisse de dépôt et placement du Québec et de la Bourse de Montréal. La Bourse de Montréal joue également un rôle dans la structuration de certains cursus de formation, ayant collaboré à l'élaboration du Diplôme d'études supérieures spécialisées en instruments financiers dérivés.

Mécénat. Le Mouvement des caisses Desjardins investit massivement dans des partenariats philanthropiques auprès de plusieurs universités québécoises. En 2007, par exemple, il a fait un don substantiel (deux millions de dollars) à l'École de gestion John-Molson de l'Université Concordia pour la création du centre de recherche « Desjardins Centre for Innovation in Business Finance », et pour des bourses d'études et de subsistance pour les étudiants⁶⁰. Plus récemment, en octobre 2014, un don de 3,5 millions de dollars à HEC Montréal permettait la création de l'Institut international des coopératives Alphonse-et-Dorimène-Desjardins⁶¹.

La Banque Nationale a participé financièrement, à hauteur de 10 millions de dollars, et à titre philanthropique, au développement de Campus Montréal (regroupant HEC Montréal, Polytechnique Montréal et l'UdeM)⁶². Ce don a permis la création du Centre d'entrepreneuriat Banque Nationale, qui élargira la palette de ressources accessibles aux étudiants tout en participant à l'aide à la création d'entreprises. Déjà en 2001, le Centre d'entrepreneurship HEC-Poly-UdeM avait reçu le soutien du groupe BMO, à hauteur d'un million de dollars destinés à la constitution de bourses d'excellence pour

⁵⁸ < <http://www.nouvelles.esg.uqam.ca/2011/fondation-luqam-remet-un-total-747-000-en-bourses-dexcellence> >

⁵⁹ < <http://www.mcgill.ca/channels/fr/news/banque-nationale-groupe-financier-et-la-facult%C3%A9-de-gestion-desautels-de-mcgill-partenaires-de-l%E2%80%99entr-174239> >

⁶⁰ < <http://affaires.lapresse.ca/economie/200901/06/01-681729-le-mouvement-desjardins-fait-un-don-de-2-m-a-concordia.php> >

⁶¹ Therrien, 2014.

⁶² < http://www.hec.ca/salle_de_presse/communiqués/2013/communiqué_20131031_institut_entrepreneurship.html >

leurs étudiants des cycles supérieurs⁶³. La Banque Laurentienne contribuait la même année à l'UdeM pour un montant de 350 000 \$ réparti sur dix ans pour financer les doctorants en économie financière⁶⁴. La Banque Laurentienne s'engagera plus tard, en 2011, à hauteur de 250 000 \$ servant à lancer le programme de transport en commun « Campus », pour les étudiants de l'UdeM, offrant ainsi des réductions et tarifs préférentiels pour les abonnements de la société de transport de Montréal.

3.4 Organismes et dispositifs de recherche et de formation

Montréal compte de nombreuses unités de recherche dans le secteur de la finance⁶⁵. Chacun de ces centres, instituts ou chaires de recherche affiche clairement sa pertinence scientifique, mais également la portée de ses travaux en recherche appliquée et son intérêt immédiat pour les entreprises. Par ailleurs, mentionnons que le gouvernement du Québec soutient, par des mesures fiscales, le recrutement par les universités québécoises de professeurs venant de l'étranger dans certains domaines précis, dont celui de la finance⁶⁶.

Voici une présentation sommaire de quelques-unes de ces unités, qui sont autant d'exemples du dynamisme et de la diversité de la recherche universitaire dans le secteur.

Institut de Finance Mathématique de Montréal (IFM). Créé par le gouvernement du Québec en 1995, l'IFM a pour but de répondre directement aux besoins du secteur financier québécois par une activité de recherche, mais également de formation de perfectionnement destinée aux étudiants des cycles supérieurs.

Institut de la finance structurée et des instruments dérivés de Montréal (IFSID). Initiative de l'Autorité des marchés financiers, l'IFSID « a pour mission de contribuer au rayonnement de la place financière de Montréal dans le secteur des instruments dérivés et des produits structurés par le biais de projets de formation et de recherche adaptés aux besoins de l'industrie »⁶⁷. Pour cela, l'institut offre des activités de formation en instruments dérivés et des séminaires de formation sur mesure, des activités de recherche par le soutien d'appel à projets et des activités de transfert des connaissances par l'organisation d'événements et la diffusion d'écrits. Les activités de formation s'adressent à « l'ensemble des professions qui sont amenées à traiter régulièrement avec les instruments dérivés : comptables, juristes, avocats, personnel de back office, trésoriers d'entreprise, administrateurs, courtiers de détail, vérificateurs, experts en conformité »⁶⁸. Il s'agit d'un cycle de formation modulaire (11 modules totalisant 96 heures) offert à la carte.

⁶³ Le Centre d'entrepreneuriat HEC-Poly-UdeM est devenu en 2014 le Centre d'entrepreneuriat Poly-UdeM < <http://entrepreneuriat.poly-udem.ca/fr/presentation/historique/index.htm> >.

⁶⁴ < http://www.forum.umontreal.ca/numeros/2000_2001/forum_01_05_07/activites.html >

⁶⁵ Voir ci-dessous l'Annexe B.

⁶⁶ Les domaines ciblés sont les sciences, le génie, la finance, la santé et les nouvelles technologies de l'information et des communications (Attestation d'admissibilité à une exemption d'impôt pour les professeurs d'université recrutés à l'étranger < <http://www4.gouv.qc.ca/fr/Portail/citoyens/programme-service/Pages/Info.aspx?sqctype=service&sqcid=969> >).

⁶⁷ < <http://expertise.hec.ca/ifsid/> >

⁶⁸ < <http://expertise.hec.ca/ifsid/formation/cycle-de-formation/> >

Le **Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO)**⁶⁹ est un organisme de recherche montréalais travaillant notamment, par son groupe Finance sur les questions de gestion de risque et de portefeuille, les produits dérivés, l'évaluation d'investissements, la macroéconomie et les prévisions, le système de pensions, et la finance appliquée et les statistiques. Il tient un rôle majeur dans la mise en place de politique et stratégies économiques dans le secteur.

Centre d'excellence en finance de Montréal (CEFQ). Lancé officiellement au mois de mars 2014, ce centre d'excellence a pour but de « créer une meilleure adéquation entre les ressources humaines et les besoins de l'industrie financière »⁷⁰. Le CEFQ est cofinancé par les membres de la grappe, le gouvernement du Québec, ainsi que la Communauté métropolitaine de Montréal. La plateforme de stage de Finance Montréal est directement rattachée à ce centre.

La Chaire de management des services financiers (ESG UQAM) a pour mission de « stimuler et supporter le développement de la recherche dans le secteur des services financiers, tout en assurant une symbiose avec les professionnels et les institutions de ce secteur économique, afin de partager les connaissances acquises et d'alimenter la réflexion et les moyens des chercheurs impliqués dans cette Chaire »⁷¹.

Tant par la recherche fondamentale qu'appliquée, la **Chaire d'information financière et organisationnelle (ESG UQAM)** s'intéresse à « toutes les questions relatives à la transparence et à la qualité de l'information financière et non financière communiquée par les organisations »⁷². La chaire s'intéresse ainsi aux rapports entre information, prise de décision et fonctionnement macroéconomique.

Conclusion

Le secteur de la finance à Montréal s'est beaucoup transformé à la suite de deux événements majeurs : le rachat de la bourse de Montréal par le groupe TMX, puis la création de la grappe industrielle Finance Montréal. Des changements organisationnels profonds qui vont coïncider à la fois avec l'ascension de Montréal dans le classement des places financières mondiales et avec une plus grande concertation entre les différents types d'acteurs.

L'institutionnalisation de la coordination des acteurs a sans doute été favorable à la réalisation de certains projets ou à la tenue d'évènements comme la création de la plateforme de stage ou l'organisation du forum Fin Tech. On peut donc constater l'existence d'une conscience claire de la nécessité de renforcer le tissu des liens entre acteurs économiques et acteurs pédagogiques du secteur de la finance, de même qu'un consensus apparent sur la planification de la main-d'œuvre. À titre d'exemple, voici un extrait d'un document présenté dans le cadre du « Bilan de la Stratégie de

⁶⁹ < <http://www.cirano.qc.ca/> >

⁷⁰ Propos d'Éric Lemieux, directeur général de Finance Montréal
< <http://www.finance-investissement.com/nouvelles/industrie/creation-du-centre-d-excellence-en-finance/a/55293> >.

⁷¹ < <http://www.chaire-msf.uqam.ca/pages/accueil.asp?p=mission> >

⁷² < <http://www.cifo.uqam.ca/> >

développement économique de la Ville de Montréal 2005-2010 » par Jacques Girard (2009), alors président par intérim du Centre Financier International de Montréal :

[...] la main-d'œuvre est un enjeu stratégique, qui nécessite une concertation non seulement des institutions d'enseignement supérieur entre elles, mais avec les entreprises qui embauchent. Il ne s'agit pas de tergiverser à l'infini sur les subtilités des différents programmes, il est question notamment de mettre en place des programmes de maîtrise ou de doctorats conjoints, intensifs, ultra[-]spécialisés, jumelés à des stages pratiques, permettant de fournir aux entreprises des diplômés qualifiés en fonction de leurs besoins [...]⁷³

Soulignons que la plupart des travaux consultés sur les évolutions du secteur dans le cadre de ce rapport relèvent cette nécessité de coordination des différents acteurs. L'accueil et l'intégration des étudiants étrangers sont par ailleurs un enjeu parallèle de main-d'œuvre⁷⁴, notamment au niveau des TIC. Ce qui est également un enjeu bien perçu par les acteurs montréalais du secteur de la finance, Jacques Girard déclarant dans le même document

[qu'il faut] attirer ici des étudiants talentueux, notamment en provenance des pays en émergence comme ceux du BRIC, pour leur permettre de travailler ici et devenir des « ambassadeurs » du Montréal financier, une fois de retour dans leur pays.⁷⁵

Sur ce point, certains rapports mettent en lumière le manque de concertation des universités québécoises dans le recrutement des étudiants étrangers, ce qui se traduit notamment par l'absence d'une stratégie commune et un système de bourses trop éclaté⁷⁶. Cependant, il ne faut pas minimiser l'importance des étudiants étrangers qui fréquentent déjà les programmes de formation en finance, particulièrement au baccalauréat et au deuxième cycle :

le pourcentage d'étudiants étrangers inscrits dans les programmes en finance (13%) est significativement plus élevé que dans la moyenne globale des universités québécoises, toutes disciplines confondues (9,8%). La présence des étudiants étrangers est particulièrement marquante dans les baccalauréats en finance, les DESS et les MBA en finance où elle oscille entre 20% et 27%⁷⁷.

⁷³ Girard, 2009, p. 7.

⁷⁴ Chatel-De Repentigny et coll., 2011.

⁷⁵ Girard, 2009, p. 7.

⁷⁶ Chatel-De Repentigny et coll., 2011, p. 38.

⁷⁷ Bourret, 2012, p. 9.

Bibliographie

Articles de presse

Bérubé, Gérard. 2015. « À Londres, Monique Leroux vante les atouts de Montréal », *Le Devoir*, 6 mars 2015, Montréal < <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/433705/a-londres-monique-leroux-vante-les-atouts-de-montreal> >.

Cloutier, Richard. 2014. « Fintech : la gestion massive des données en finance, un concept tangible ? », *Les affaires*, 15 octobre, Montréal < <http://www.lesaffaires.com/dossier/10-defis-10-pme/fintech-la-gestion-massive-des-donnees-en-finance-un-concept-tangible-/573020> >.

« Finance Montréal coopère avec la Casablanca Finance City Authority », *Finance et investissement*, 5 février 2015, Montréal < <http://www.finance-investissement.com/nouvelles/finance-montreal-coopere-avec-la-casablanca-finance-city-authority/a/59424> >.

Houde, Jean. 2014. « La carte cachée de Montréal », *La Presse+*, samedi 1^{er} février, Montréal < grappesmontreal.ca/centre-dinformation/derriere-nouvelle/la-carte-cachee-de-montreal/ >.

Mercure, Philippe. 2008. « Crise financière : Montréal tient bon », *La Presse*, 19 avril, Montréal < <http://affaires.lapresse.ca/economie/200901/06/01-689138-crise-financiere-montreal-tient-bon.php> >.

Normand, François. 2014. « Montréal aura son centre d'excellence en finance », *Les affaires*, 17 janvier, Montréal < <http://www.lesaffaires.com/secteurs-dactivite/services-financiers/montreal-aura-son-centre-d-excellence-en-finance/565431> >.

Normand, François. 2014. « Création du centre d'excellence en finance », *Finance et investissement*, 1^{er} mars, Montréal < <http://www.finance-investissement.com/nouvelles/industrie/creation-du-centre-d-excellence-en-finance/a/55293> >.

Normand, François. 2014. « HEC Montréal et Desjardins créent un institut international des coopératives », *Finance et investissement*, 1^{er} mars, Montréal < <http://www.finance-investissement.com/nouvelles/recherche/hec-montreal-et-desjardins-creent-un-institut-international-des-cooperatives/a/57974> >.

Therrien, Yves. 2014. « Coopératives : un institut de recherche international voit le jour », *Le Soleil*, 8 octobre, Québec < <http://www.lapresse.ca/le-soleil/affaires/actualite-economique/201410/08/01-4807544-cooperatives-un-institut-de-recherche-international-voit-le-jour.php> >.

Vallières, Martin. 2014. « Finance Montréal : un plan pour attirer la devise chinoise », *La Presse*, 30 octobre 2014, Montréal < <http://affaires.lapresse.ca/economie/services-financiers/201410/30/01-4814052-finance-montreal-un-plan-pour-attirer-la-devise-chinoise.php> >.

Études et documents officiels

Autorité des marchés financiers (AMF). 2010. *Énoncé de gouvernance de l'Autorité des marchés financiers* < <https://www.lautorite.qc.ca/files/pdf/a-propos-autorite/codes-ethique-gouvernance/enonce-gouvern.pdf> >.

Bourret, A., avec la collaboration de L. Pilon-Marien. 2012. *Portrait de la population étudiante dans les programmes universitaires en finance au Québec*. Montréal, Service de planification académique et de recherche institutionnelle, UQAM < http://www.finance-montreal.com/sites/default/files/publications/rapport_final_-_portrait_de_la_population_etudiante_dans_les_programmes_detudes_universitaires_en_finance_au_quebec.pdf >.

Boyer, Marcel. 2009. *La crise économique et ses conséquences sur l'emploi*. Montréal, Institut économique de Montréal < http://www.iedm.org/files/cahier1209_fr_o.pdf >.

Centre Financier International de Montréal (CFI-M). 2013. *Centre Financier International, poursuivre l'élan. Rapport d'activité 2007 – 2013* < http://www.finance-montreal.com/sites/default/files/publications/cfi_rapactivites_fr_web_2008-2013.pdf >.

Centre Financier International de Montréal (CFI-M). 2007. *Profil du secteur financier de Montréal*. E&B Data.

Chatel-De Repentigny, J., C. Montmarquette et F. Vaillancourt. 2011. *Les étudiants internationaux au Québec : état des lieux, impacts économiques et politiques publiques*. CIRANO < <http://www.cirano.qc.ca/pdf/publication/2011s-71.pdf> >.

Conseil emploi métropole (CEM). 2014. *Offre de formation et adéquation formation-emploi. Le secteur de la finance et des assurances*. Montréal, Emploi Québec < http://emploi-metropole.org/wp-content/uploads/2015/03/CEM_Formation-Emploi_Finance.pdf >.

Conseil emploi métropole (CEM). 2013. *Diagnostic des besoins en main-d'œuvre. Secteur de la finance et des assurances*. Montréal, Emploi Québec < http://emploi-metropole.org/wp-content/uploads/2015/03/CEM_diagnostic-MO-finance.pdf >.

Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). 2009. *Cahier des charges pour la mise sur pied de secrétariats de grappes industrielles*, Montréal, CMM < http://grappesmontreal.ca/fileadmin/user_upload/siteGrappes/documents/Cahier_charges.pdf >.

Corbeil, Vincent. 2012. *TECHNOCompétences et Finance Montréal. Diagnostic des besoins en ressources humaines des technologies de l'information et des communications appliquées au secteur financier* < http://www.finance-montreal.com/sites/default/files/publications/diagnostic_besoins_mo_financeti_vfr.pdf >.

E&B Data. 2007. *Les visages du Montréal financier*. Montréal, Centre Financier International de Montréal (CFI-M) < <http://fr.ebdata.com/wp-content/uploads/2013/01/Les-visages-du-Montreal-financier1.pdf> >.

Finance Montréal. 2014b. « Finance Montréal appuie les efforts visant à faire du Canada un centre d'échange panaméricain de la devise chinoise Renminbi » [Communiqué de presse], 29 octobre < <http://www.finance-montreal.com/fr/centre-multimedia/nouvelles/finance-montreal-appuie-les-efforts-visant-faire-du-canada-un-centre> >.

Finance Montréal. 2014a. *Plateforme de Stages. Guide utilisateur – Étudiant*. Version : Février 2014

< http://www.finance-montreal.com/sites/default/files/publications/stages_guide-etudiants.pdf >.

Finance Montréal. 2012. *Rapport d'activité 2011-2012* < <http://www.finance-montreal.com/fr/rapport-dactivite-de-finance-montreal-2011-2012> >.

Finance Montréal. s. d. « Finance Montréal – La grappe financière du Québec », < <http://www.finance-montreal.com/sites/default/files/publications/houde.pdf> >.

FMI – Fonds monétaire international. 2013. « Le Conseil d'administration du FMI conclut les consultations de 2012 au titre de l'Article IV avec le Canada », *Note d'information au public (NIP) N°13/17*, 14 février < <http://www.imf.org/external/french/np/sec/pn/2013/pn1317f.htm> >.

Gagnon, Sandra. 2009. « Qui a connu les mises à pied en 2008? Comment s'annonce 2009? » *Flash-info* (Travail et rémunération), Institut de la statistique du Québec, Mai 2009 | Volume 10, numéro 2, p. 9-12 < <http://www.stat.gouv.qc.ca/docs-hmi/statistiques/travail-remuneration/bulletins/flash-info-200905.pdf#page=9> >.

Girard, Jacques. 2009. *Secteur financier à Montréal. Mieux se concerter pour développer davantage*. Document présenté [...] dans le cadre du Bilan de la Stratégie de développement économique de la Ville de Montréal 2005-2010 < http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/MEMOIRE_CENTREFINANCIERINTERNATIONAL_20090826.PDF >.

Groupe TSX. 2015. « Faits historiques » < https://www.m-x.ca/qui_histo_fr.php >.

Houde, Jean. 2013. « Finance Montréal – La grappe financière du Québec 30 mois plus tard », allocution du président du conseil d'administration pour l'Association des CFA de Montréal < <http://www.finance-montreal.com/sites/default/files/publications/houde.pdf> >.

Information sur le marché du travail (IMT). *Bulletin sur le marché du travail au Québec (2013-2014)*. Emploi-Québec < <http://emploi.quebec.gouv.qc.ca/citoyens/faire-le-bon-choix-professionnel/explorer-un-metier-ou-une-profession/information-sur-le-marche-du-travail/bulletin-sur-le-marche-du-travail-au-quebec/> >.

ISQ – Institut de la statistique du Québec. 2015b. « Emploi salarié de l'industrie des services financiers, Canada et provinces, bulletin trimestriel. Deuxième trimestre 2015 » < <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/secteur-financier/principaux-indicateurs/emploi-remuneration/emploi-remuneration-mensuel.html> >

ISQ – Institut de la statistique du Québec. 2015a. « Emploi, par région administrative, par région métropolitaine de recensement et ensemble du Québec, 2004-2014 » < http://www.stat.gouv.qc.ca/docs-hmi/statistiques/travail-remuneration/population-active-chomage/statistiques-regionales/emploi_reg.htm >.

Jeanneau, Manon. 2012. *Perspectives sectorielles 2012-2014 – Montréal*. Service Canada, < http://www.servicecanada.gc.ca/fra/qc/perspectives_sectorielles/ps_Montreal.pdf >.

Laurendeau, Sylvain. 2012. *Perspectives sectorielles 2012-2014 – Région du Québec*. Service Canada < http://www.servicecanada.gc.ca/fra/qc/perspectives_sectorielles/ps_RegionQuebec.pdf >.

MELS. 2012. *Rapport de l'effectif étudiant*, Gestion des données sur l'effectif universitaire.

Ministère des Finances. 2009. *Budget 2009-2010. Plan budgétaire*. Québec, Gouvernement du Québec < <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2009-2010/fr/documents/pdf/PlanBudgetaire.pdf> >.

Ministère des Finances. 2008. *Budget 2008-2009. Plan budgétaire*. Québec, Gouvernement du Québec < <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2008-2009/fr/documents/pdf/PlanBudgetaire.pdf> >.

Montréal en statistiques. 2014. *Profil sectoriel. Ensemble des secteurs d'industrie. Agglomération de Montréal*. Montréal, Ville de Montréal < http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MTL_STATS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PS_ENSEMBLE%20DES%20SECTEURS%202013_0.PDF >.

Montréal en statistiques. 2013. *Profil sectoriel. Finance et assurances (scian 52). Agglomération de Montréal*. Montréal, Ville de Montréal < http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/mtl_stats_fr/media/documents/ps_finance%20et%20assurances.pdf >.

Prévost-Dallaire, S., M. Philibert et B. Verreault. 2015a. *Emploi salarié de l'industrie des services financiers, Canada et provinces, décembre 2014*. [Publication mensuelle] Institut de la Statistique du Québec, < <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/secteur-financier/principaux-indicateurs/emploi-remuneration/emploi-remuneration-mensuel.html> >.

Prévost-Dallaire, S., M. Philibert et B. Verreault. 2015b. *PIB et indice de concentration géographique de l'industrie des services financiers, Canada et provinces, données révisées 2013*. Institut de la Statistique du Québec < <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/secteur-financier/principaux-indicateurs/pib/pib-concentration-geographique.html> >.

Porter, Michael. 1998. "Clusters and the New Economics of Competition", *Harvard Business Review*, novembre-décembre < <https://hbr.org/1998/11/clusters-and-the-new-economics-of-competition/> >.

Statistique Canada. 2012. *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada*. Ottawa, Statistique Canada < <http://www.statcan.gc.ca/subjects-sujets/standard-norme/naics-scian/2012/index-indexe-fra.htm> >.

Yeandle, Mark. 2015. *Global Financial Centres Index 17*. Qatar, Qatar Financial Centre < http://www.longfinance.net/images/GFCI17_23March2015.pdf >.

Yeandle, Mark. 2014. *Global Financial Centres Index 16*. Qatar, Qatar Financial Centre < http://www.longfinance.net/images/GFCI16_22September2014.pdf >.

Annexes

A. Classification du secteur de la finance et des assurances hors organismes institutionnels (SCIAN 52)

Organisation du secteur financier	Code SCIAN
Intermédiation financière (banques et autres intermédiaires financiers)	522
Intermédiation financière et activités connexes	5221
Activités bancaires	52211
Coopératives de crédit et caisses populaires locales	52213
Autres activités d'intermédiation financière par le biais de dépôts	52219
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	5222
Émissions de cartes de crédit	52221
Financement de ventes à crédit	52222
Autres activités d'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	52229
Activités liées à l'intermédiation financière	5223
Valeurs mobilières, caisses de retraite, conseils et gestion de fond	523
Intermédiation et courtage de valeurs mobilières et de contrats de marchandises	5231
Bourses de valeurs mobilières et de marchandises	5232
Autres activités d'investissement financier	5239
Activités diverses d'intermédiation	52391
Gestion de portefeuille	52392
Services de conseils en placement	52393
Caisse de retraite	5261
Autres fonds et instruments financiers	5269
Sociétés d'assurance et activités connexes	524
Sociétés d'assurance	5241
Sociétés d'assurance directe : vie, maladie et soins médicaux	52411
Sociétés d'assurance directe (sauf vie, maladie et soins médicaux)	52412
Sociétés de réassurance	52413
Agences et courtiers d'assurance et autres activités liées à l'assurance	5242

B. Tableaux récapitulatifs des chaires, centres et instituts de recherche en finance à Montréal

Université Concordia

Nom	Domaines de recherche
Desjardins Centre for Innovation in Business Finance	Autofinancement des compagnies et rôle des institutions financières dans ce financement
Senior Concordia University Research Chair in Finance	
Van Berkom Endowed Chair in Small-Caps Equities	
Concordia Institute for Information Systems Engineering	Applications des systèmes informatiques dans plusieurs secteurs, dont les télécommunications et les finances

Université McGill

Nom	Domaines de recherche
Desmarais Global Finance Research Centre	Global Financial Markets, Asset Valuation, Corporate Finance and Funds Management, Derivatives and Risk Management
Bank of Montreal Chair in Finance and Banking	

UQAM

Nom	Domaines de recherche
Chaire d'information financière et organisationnelle	Politique de communication financière Risques de fraude dans les états financiers
Chaire Desjardins en gestion des produits dérivés	Cadre d'analyse et d'évaluation globale des besoins en produits dérivés Contrôle interne et surveillance des opérations sur produits dérivés Comptabilisation et divulgation des renseignements sur les types d'instruments dérivés utilisés Norme de qualité
Chaire en management des services financiers	Services financiers
Groupe international de recherche en éthique financière et fiduciaire (GIREF)	Mesure de la performance fiduciaire Efficacité organisationnelle en gestion de la performance fiduciaire Relations entre performance fiduciaire et performance financière

HEC Montréal	
Nom	Domaines de recherche
Centre de recherche en e-finance	Effets de la e-finance sur les marchés boursiers Évaluation et gestion du risque de crédit dans la nouvelle économie Effets de la nouvelle économie sur les activités Efficacité des institutions financières Gestion et couverture des risques opérationnels
Chaire de gouvernance et juricomptabilité	Mécanismes internes et institutionnels de gouvernement d'entreprise.
Chaire de recherche du Canada en gestion des risques	Gestion de portefeuille (gestion des risques)
Chaire d'exploitation des données	Exploitation des données en finance
Chaire de développement et de relève de la PME	Financement de l'innovation Financement du démarrage et de la croissance des PME de haute technologie PME et capital de risque
Groupe de recherche en économie et finance (GRÉFI)	Marché des capitaux Microstructure et finance corporative Assurance et gestion des risques financiers et économiques
Centre d'études Desjardins en gestion des coopératives de services financiers	Gestion des coopératives de services financiers
Centre de recherche DGIA-HEC sur les placements alternatifs	Gestion de placements mobiliers Stratégies de placement alternatives Ingénierie financière Développement de produits financiers
Institut de la Finance Structurée et des Instruments Dérivés de Montréal (IFSID)	Instruments dérivés et produits structurés.
Laboratoire de calcul en finance et en assurance (LACFAS)	Finance et assurances
Professorships	en gestion de caisses de retraite en finance d'entreprise sur les comportements économiques en finance et en assurance en finance et ingénierie financière

Unités interuniversitaires

Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO)

Établissements participants	Domaines de recherche en finance
École polytechnique, ÉTS, HEC Montréal, INRS, U Concordia, U de Montréal, U de Sherbrooke, UQ, UQAM, U Laval, U McGill	Gestion de risque et de portefeuille Étude des produits dérivés Évaluation d'investissement Gouvernance Relations entre les marchés financiers et la macroéconomie

Centre Interuniversitaire de recherche en économie quantitative (CIREQ)

Établissements participants	Domaines de recherche en finance
U Concordia, U de Montréal, U McGill	Macroéconomie et marchés financiers

Centre interuniversitaire sur le risque, les politiques économiques et l'emploi (CIRPEE)

Établissements participants	Domaines de recherche en finance
HEC Montréal, UQAM, U Laval, U McGill,	Gestion des risques Marchés financiers Productivité des facteurs

Groupe d'études et de recherche en analyse des décisions (GERAD)

Établissements participants	Domaines de recherche en finance
HEC Montréal, École polytechnique, UQAM, U McGill	Finance mathématique

Institut de finance mathématique de Montréal (IFM2)

Établissements participants	Domaines de recherche en finance
ESG-UQAM, HEC Montréal, U Concordia, U de Montréal, U de Sherbrooke, U Laval, U McGill	Promouvoir et coordonner la formation et le perfectionnement de spécialistes hautement qualifiés en finance mathématique avancée Favoriser le développement de programmes de recherche en appui à cette formation

Institut des sciences mathématiques (ISM)

Établissements participants	Domaines de recherche en finance
U Concordia, U de Montréal, U de Sherbrooke, UQAM, U Laval, U McGill, UQTR	Finance mathématique



OBSERVATOIRE RÉGIONAL MONTRÉALAIS SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'Observatoire régional montréalais sur l'enseignement supérieur (ORMES) est un projet interordre qui regroupe les collèges de Bois-de-Boulogne et du Vieux Montréal, l'Université de Montréal et l'Université du Québec à Montréal, grâce à un financement du Programme d'arrimage universités-collèges du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science (2013-2016). À ce projet interordre est étroitement arrimé un projet de collaboration entre les établissements montréalais de l'Université du Québec (UQ) qui vise à améliorer leur contribution au développement de la région de Montréal sur les plans culturel, social et économique. Ce projet est financé par le Fonds de développement académique du réseau (FODAR, 2013-2014) de l'UQ. Ces deux projets s'inscrivent dans une démarche de mobilisation des connaissances et des acteurs.

